



VILLE DE TRÉLISSAC

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

La loi n° 2022-1089 du 30 juillet 2022 met fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée à la covid-19. Depuis le 1^{er} août 2022, s'appliquent de nouveau les règles de droit commun :

- pour les réunions de l'organe délibérant, le quorum est fixé à la majorité des membres en exercice,
- pour la tenue des séances, un élu ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Date de convocation du Conseil municipal : 29 septembre 2022

Date d'affichage de la convocation : 29 septembre 2022

Le cinq octobre deux mille vingt-deux, à dix-huit heures,

Nombre de Conseillers :	
--------------------------------	--

- En exercice.....	: 29
- Présents.....	: 23
- Représentés	: 6
- Votants.....	: 29

Le Conseil municipal de la Commune de TRÉLISSAC, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire et en séance publique, à la Mairie, sous la présidence de M. Francis COLBAC, Maire.

M. Olivier GEORGIADÈS a été nommé Secrétaire de séance.

Objet : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'ASSOCIATION « TRÉLI-SAC-À-DOS »

ÉTAIENT PRÉSENTS : M. Francis COLBAC, Mme Nadine BUFFIÈRE, M. Bertrand BOISSERIE, M. Francis CHRISTMANN, Mme Méloë COLBAC-BEAUVIEUX, M. Olivier GEORGIADÈS, Mme Sandrine HARTMANN, M. Éric LELOGEAS, Mme Monique RAT, Mme Jeanine DELPIT, M. Daniel SAINT-ANDRÉ, M. Fabrice FAUVET, Mme Nathalie SALOMON, Mme Mariette LAVIGNE, M. Laurent BARBEZIEUX, M. Mathieu NABOULET, Mme Ludivine DECABRAS, Mme Béatrice BILLEAU-LABROCHERIE, M. Éric FALLOUS, M. Benoist GUILLET, Mme Nelly FROMENTIÈRE, Mme Catherine BONNAUD-CATTEROU,

EXCUSÉS : Mme Véronique BOUNET (mandataire M. Daniel SAINT-ANDRÉ), Mme Christine CONORD (mandataire Mme Monique RAT), Mme Cécilia GRANDCHAMP (mandataire M. Fabrice FAUVET), M. Jean-Christophe EYRAUD (mandataire M. Francis CHRISTMANN), M. Philippe JOLIVET (mandataire Mme Nadine BUFFIÈRE), M. Dorian CLUZEAU (mandataire M. Bertrand BOISSERIE), Mme Audrey ROUCHE (mandataire M. Éric FALLOUS),

lesquels, formant le quorum, ont pu délibérer.

L'Association « **TRÉLI-SAC-À-DOS** » dont le siège social est fixé à la mairie de Trélissac est active depuis le 8 juin 2022 et affiliée à la Fédération Française de Randonnée.

Cette nouvelle association de randonnée pédestre a pour objet de faire parcourir la région à la découverte de ses paysages et de son patrimoine périgourdin, de la faune, de la flore et de la gastronomie. Son projet est de pratiquer des sorties dans un esprit de convivialité et de bonne humeur. Deux randonnées sont proposées par semaine, le jeudi en demi-journée et le dimanche à la journée avec pique-nique tiré du sac.

Il est ainsi proposé à l'assemblée d'attribuer à cette association une subvention de fonctionnement de 300 €.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL :

- **DÉCIDE** l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 300 euros à l'Association « **TRÉLI-SAC-À-DOS** » de TRÉLISSAC ;
- **PRÉCISE** que les crédits seront portés à l'article 6574 de la section de fonctionnement du budget 2022.

Fait à TRÉLISSAC, le 6 octobre 2022

Le Secrétaire de séance



Olivier GEORGIADÈS

Le Maire



Francis COLBAC

L'autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de plein droit de cet acte à compter :

- ↳ de sa publication électronique sur le site de la commune le.....: 26 OCT. 2022
- et
- ↳ de sa transmission en Préfecture au titre du contrôle de légalité le.....: - 7 OCT. 2022

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant le porter à connaissance des intéressés de cet acte - publication électronique sur le site internet de la commune (article L. 2131-1 du CGCT) - par courrier adressé au Tribunal administratif de Bordeaux (9 rue Tastet - CS 21490 - 33063 Bordeaux Cedex) ou par l'application « *Télérecours citoyen* » accessible à partir du site « *www.telerecours.fr* ».

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ou deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.